

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1232

Artikel: Abstentionnisme : un autre cens
Autor: Bory, Valérie
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1015667>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 05.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Un autre cens

Pourquoi aller voter? De toutes façons «y» font ce qu'ils veulent. Ce constat désabusé recouvre des attitudes différentes, que la recherche a mises en évidence. La baisse continue de la participation aux élections fédérales pousse à revenir sur la question.

RÉFÉRENCES

Citoyenneté et démocratie directe, sous la direction de Hanspeter Kriesi, Ed. Seismo, Zurich, 1993.

Unterstützung von Bundesrat und Verwaltung, Claude Longchamp et al., GFS, Forschungsinstitut, Berne, 1994.

Elites politiques et peuple en Suisse, Yannis Papadopoulos, Réalités sociales, Lausanne, 1994.

(vb) Entre les élections de 1981 et celles qui viennent d'avoir lieu, le taux de participation est passé de 48% à 42,3%. Dans l'après-guerre, le taux moyen de participation aux votations se situait à 60%. Alors que les élections dans les pays européens mobilisent quelque 70% de citoyens, il faut se tourner vers les États-Unis pour trouver un taux d'abstention comparable à la Suisse. Remarquons le score étonnant des Suisses de l'étranger: 38% d'entre eux ont participé aux élections fédérales grâce au vote par correspondance.

Certes, la participation en Suisse varie selon les cantons, puisque notre système d'élections suit leur découpage. De Schaffhouse, qui frôle régulièrement les 70%, au canton de Vaud, toujours quelques points en dessous de la moyenne suisse, il y a un monde. Les traditions socioculturelles propres aux régions, le système majoritaire ou proportionnel, expliquent les différences, mais aussi des mesures incitatives ou coercitives, influençant directement les électeurs (ne pas voter est amendable à Schaffhouse).

Le profil du votant

Le politologue Yannis Papadopoulos, de l'Université de Lausanne, rappelle que les non votants appartiennent aux catégories sociales les moins favorisées, et se retrouvent chez les personnes qui ont un bas niveau de formation, chez les jeunes et les personnes âgées. Voter est donc un acte civique dont les exclus, les isolés, les gens peu ou prou en marge n'ont rien à faire. Il serait intéressant à cet égard d'étudier le comportement de vote des chômeurs.

Le profil du votant, selon Hanspeter Kriesi, correspond à un individu de plus de 50 ans, de sexe masculin, de niveau de formation élevé, avec un intérêt pour la politique politique et une confiance prononcée à l'égard des gouvernants.

On peut logiquement anticiper que plus se creuse l'écart entre les citoyens bien intégrés dans la société, bien formés professionnellement, et les laissés-pour-compte, plus le taux d'abstentionnisme risque d'augmenter.

Analphabètes de la politique

Plus préoccupant encore, un certain analphabétisme politique est invoqué. Les recherches menées par l'équipe de Hanspeter Kriesi montrent que si la moitié des citoyens et citoyennes semble apte à comprendre les enjeux, la culture politique de l'autre moitié

est insuffisante. 44% des sondés disent avoir beaucoup de peine à se former une opinion, les sujets étant pour eux trop complexes. Résultat: une partie de cet électorat s'abstient, une autre partie vote non.

A côté de cette incompétence avouée – ce qui est particulièrement grave dans un système comme le nôtre – on trouve les votes protestataires d'abstentionnistes qui, à l'occasion d'éruptions de xénophobie (les votes des années Schwarzenbach) ou de crises d'identité (vote EEE), sortent du bois et font grimper le taux de participation. Ce type de vote cristallise clairement une méfiance à l'égard du gouvernement.

Démocratie minoritaire

De manière générale, les citoyens qui ne font pas confiance au Conseil fédéral ont tendance à ne pas aller voter. Avec la montée de l'UDC, quelque chose est en train de changer. Comparant confiance dans le gouvernement et appartenance idéologique, les chercheurs notaient que cette confiance est très basse à l'extrême gauche et qu'elle croît en se déplaçant de façon linéaire vers les partis du centre puis vers la droite. Aujourd'hui, l'UDC fait mentir ce constat: un tiers de l'électorat UDC seulement fait confiance au gouvernement suisse.

D'autres facteurs peuvent être avancés pour expliquer l'abstentionnisme:

- Le manque d'enjeux lors des élections; on sait qui va être au pouvoir; le gouvernement de concordance que nous connaissons coiffera le tout.

- La crise des valeurs de référence, à laquelle le politique ne saurait échapper.

L'abstentionnisme gagne du terrain, mais il faut toutefois relativiser le constat. L'intérêt pour la politique a plutôt tendance à croître. Les citoyens participent de façon plus sélective qu'autrefois, lors de votes sur des objets précis (initiatives, référendums), révélant un intérêt plus ciblé des problèmes.

Il reste que l'abstentionnisme pose la question de la légitimité d'une démocratie fonctionnant avec une minorité de votants motivés et bien intégrés dans la société. Quelle est dès lors la représentativité du système, si tout un pan des classes sociales défavorisées s'en exclut ou en est exclu (de par la complexité des questions posées)?

Si la culture politique redevient à l'avenir un privilège, il ne sera pas outrancier de parler d'un nouveau cens électoral. ■